

# " La Poste est à nous "

## Le 3 octobre votons !



Nicolas Sarkozy et son gouvernement ont décidé de transformer la Poste en société anonyme afin de permettre sa privatisation.

Cette décision témoigne d'abord d'un **acharnement aveugle et systématique** contre les services publics. De telles politiques ont déjà été mises en œuvre à EDF, GDF, France Télécom... Le gouvernement les applique aussi à la SNCF, en cassant notamment le fret, jetant les camions sur les routes au mépris de l'environnement et de la sécurité routière, dans l'Education nationale, en encourageant par exemple les établissements privés au mépris de la laïcité.

**Défendre La Poste, c'est donc défendre le service public tout entier.**

C'est ensuite une politique désastreusement inefficace. Dans plusieurs pays européens, le service public postal a été ainsi privatisé. A chaque fois les conséquences sont les mêmes : **les profits réclamés par les nouveaux actionnaires privés sont obtenus au détriment des usagers et du service public.** Par exemple, de 1993 à 2003 en Suède ce sont 1800 bureaux de poste qui ont fermé sur 2200 tandis que le prix du timbre augmentait de 90 %. Et ce n'a pas suffi : l'avidité des actionnaires privées est telle que La Poste suédoise a évité la banqueroute de justesse en 2003 ! En France, les décisions prises par la direction de La Poste pour préparer la concurrence et la privatisation sont révélatrices : fermetures des bureaux «non rentables» situés dans les zones rurales et les quartiers populaires, suppressions d'emplois, réduction des horaires, des services proposés et de leur qualité... **Défendre la Poste, c'est donc défendre l'intérêt général.**

.../...



.../...

Pour se justifier, Nicolas Sarkozy a déclaré «*Ce sont les règles européennes, ce n'est pas moi qui les ai négociées, c'est ainsi.*

**Ce n'est pas la vérité.** Car c'est bien lui qui a négocié le traité de Lisbonne qui prône la concurrence «libre et non faussée». C'est lui qui a fait

décider sous la présidence française, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2007, l'ouverture du marché postal à la concurrence.

C'est sous sa présidence qu'a été adoptée la directive libérale du 8 novembre qui va dans le même sens.

Pour l'instant la Poste n'appartient pas aux actionnaires privés. Elle n'appartient pas non plus au gouvernement. Elle est le bien de la nation tout entière. La Poste est à nous ! Seuls les citoyens peuvent donc décider par référendum de l'avenir de La Poste. C'est pourquoi les syndicats, les partis de Gauche et les associations d'usagers créées partout en France, pour la défense du service public postal et pour le maintien de la Poste de proximité dans les quartiers populaires et dans les villages, réclament un référendum sur la Poste. Et puisque le gouvernement refuse de l'organiser, ils ont décidé de tenir d'ici le 3 octobre prochain un grand référendum citoyen dans tout le pays. **Défendre la Poste, c'est donc défendre le bien de tous.**

**Défendez le bien commun. Demandez à vos élus d'ouvrir leurs mairies pour la tenue de ce référendum. Votez et faites voter pour la défense du service public de la Poste !**

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

CP ..... Ville ..... Tél ..... Email .....

- Je soutiens le Parti de Gauche       Je soutiens la campagne la Poste est à nous  
 Je veux adhérer au Parti de Gauche       Je verse un don de ..... euros à l'ordre de l'AFPG

À retourner à : Parti de Gauche • 63, avenue de la République • 75011 Paris

Vous pouvez aussi nous soutenir en ligne sur **[www.lepartidegauche.fr](http://www.lepartidegauche.fr)**